



**Association
canadienne
des bovins**

Les industries canadiennes du bœuf et du porc s'opposent vivement à l'adhésion du Royaume-Uni au PTPGP en ce qui concerne la viande canadienne

Samedi, le 15 juillet 2023

Ottawa, ON - Le Conseil des viandes du Canada (CVC), l'Association canadienne des bovins (ACB) et le Conseil canadien du porc (CCP) sont profondément déçus de l'accord annoncé par le ministre du Commerce aujourd'hui, accordant au Royaume-Uni (RU) l'adhésion à l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP).

Jusqu'à présent, le PTPGP a établi une norme élevée pour la libéralisation des échanges, mais cet accord avec le Royaume-Uni maintient une barrière significative. Il ne répond pas à cette norme de commerce ouvert et compromettra l'ambition avec les futurs entrants. Les secteurs du bœuf et du porc appellent les parlementaires à rejeter cette adhésion lors du vote au Parlement tant que ces barrières ne seront pas traitées.

Les trois associations, représentant le secteur canadien de la viande rouge, s'opposeront à la législation nécessaire pour que le Canada approuve l'adhésion du Royaume-Uni tant que nos préoccupations ne seront pas prises en compte. Dans le système actuel, il n'y a pas d'accès viable au marché pour le bœuf et le porc, c'est pourquoi le secteur demande au gouvernement de veiller à ce que l'accord bilatéral en cours de négociation entre le Canada et le Royaume-Uni garantisse un accès équitable.

À défaut, nous demandons au Parlement de veiller à ce que les producteurs et les transformateurs des deux produits soient équitablement indemnisés pour les dommages et les pertes qui en résulteront.

Le principal sujet de préoccupation pour notre secteur est la non-acceptation du système canadien d'inspection des viandes, largement reconnu comme l'un des meilleurs au monde. Le Royaume-Uni n'accepte pas les systèmes et mesures de sécurité alimentaire et de santé animale du Canada, et ces barrières non tarifaires limitent notre accès au marché britannique. En outre, il n'existe pas de mesures tarifaires réciproques qui, dans le cadre de la mesure provisoire, ont permis au bœuf et au porc britanniques d'accéder pleinement au marché canadien sans réciprocité totale.

Dans le cadre de l'accord intérimaire (Accord de continuité commerciale Canada-Royaume-Uni) qui reproduit l'Accord économique et commercial global (AECG), le Royaume-Uni a exporté au cours des deux dernières années plus de 7 000 tonnes de bœuf d'une valeur de près de 40 M\$ CA vers le Canada. En revanche, le Canada a exporté 657 tonnes de bœuf d'une valeur de 7,6 M\$ CA vers le Royaume-Uni en 2021 et aucune en 2022. La situation est tout aussi mauvaise pour la viande de porc : le Royaume-Uni a expédié 1 300 tonnes de viande de porc d'une valeur de 10 M\$ en 2022 et le Canada n'a expédié aucune viande de porc au Royaume-Uni.

CITATIONS

Le secteur canadien de la viande rouge s'est toujours prononcé en faveur du libre-échange. Un accès équitable et ouvert au marché a permis aux industries du boeuf et du porc de prospérer, et notre opposition n'est donc pas quelque chose que nous avons entrepris à la légère ou sans considération.

- Chris White, Président et directeur général du Conseil des viandes du Canada

Les producteurs de bœuf canadiens ne peuvent soutenir l'adhésion du Royaume-Uni au PTPGP tant que les barrières commerciales bilatérales avec le Royaume-Uni n'auront pas été levées. Le Canada dispose d'un système de sécurité alimentaire de classe mondiale et fournit des protéines de haute qualité aux Canadiens et aux consommateurs du monde entier. Notre industrie ne compromettra pas son approche réglementaire fondée sur la science.

- Nathan Phinney, Président de l'Association canadienne des bovins.

L'annonce faite aujourd'hui concernant l'adhésion du Royaume-Uni au PTPGP est décevante pour l'industrie canadienne du porc. L'inclusion du Royaume-Uni sans garanties adéquates et sans dispositions d'accès au marché pour le porc canadien soulève des inquiétudes quant aux déséquilibres potentiels et à la concurrence déloyale. Nous demandons instamment au gouvernement de se pencher rapidement sur ces questions et de veiller à ce que les producteurs de porcs canadiens ne soient pas désavantagés dans ce nouveau schéma commercial.

- Stephen Heckbert, Directeur exécutif du Conseil canadien du porc

Pour plus d'information, veuillez contacter:

Kristina Martin
Conseil des viandes du Canada
Courriel: kristina@kitpr.ca
Tél: (613) 882-8432

Michelle McMullen
Association Canadienne des Bovins
Courriel: mcmullenm@cattle.ca
Tél: (403) 451-0931

Darcie Pentillier
Conseil canadien du porc
Courriel: pentillier@cpc-ccp.com
Tél: (613) 236-9239 ext. 277